

Immanuel Wallerstein

professeur au Fernand Braudel Center, Binghamton University

(1999)

# “Libéralisme & démocratie: frères ennemis ?”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: [jean-marie\\_tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Immanuel Wallerstein

**“Libéralisme & démocratie: frères ennemis ?”**

Un article publié dans la revue *AGONE*, 1999, no 22, pp. 153-174. Un numéro intitulé : “État, démocratie et marché.”

<http://atheles.org/agone/revueagone/agone22/>

M Immanuel Wallerstein, sociologue, professeur au Fernand Braudel Center, Binghamton University, nous a accordé le 18 juin 2007 son autorisation de diffuser électroniquement cet article.



Courriel : : [immanuel.wallerstein@yale.edu](mailto:immanuel.wallerstein@yale.edu) ou [iwaller@binghamton.edu](mailto:iwaller@binghamton.edu)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format  
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 19 juin 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



## Immanuel Wallerstein (1999)

### “Libéralisme & démocratie: frères ennemis ?”



Un article publié dans la revue *AGONE*, 1999, no 22, pp. 153-174.

Immanuel Wallerstein

**"Libéralisme & démocratie: frères ennemis ?".**

Un article publié dans la revue *AGONE*, 1999, no 22, pp. 153-174.

### **Présentation de l'article**

Quelles relations entretiennent libéraux et démocrates. Les premiers mettent en avant la défense de la compétence. Les autres, l'urgente priorité du combat contre l'exclusion. On souhaiterait pouvoir dire : pourquoi pas les deux à la fois ? Parce qu'il n'est pas facile de mener les deux objectifs de front. La compétence, par définition, sous-entend l'exclusion. Car s'il y a compétence, il y a incompetence. L'intégration impose que chacun ait le même poids dans la vie collective. Au niveau gouvernemental comme dans la prise de décision politique, les deux objectifs entrent presque toujours, en conflit. C'est alors que les frères deviennent ennemis.

### **Texte de l'article**

**Libéralisme et démocratie** ont longtemps été des « termes-éponge » et chacun d'entre eux a connu multiples définitions, souvent contradictoires. Ces deux termes entretiennent, en outre, des relations ambiguës depuis la première moitié du XIXe siècle, époque à laquelle le discours politique commence à en user couramment. Si, dans certaines de leurs acceptions, ils ont pu sembler synonymes ou, du moins, se recouvrir en grande partie, d'autres définitions font d'eux de quasi antonymes. Je montrerai ici qu'ils ont été longtemps de véritables frères ennemis. Bien qu'appartenant, en un certain sens, à la même famille, ils n'en exprimaient pas moins des aspirations très divergentes et ce duel fraternel, si l'on peut dire, fut toujours très rude. Mais je ne

m'en tiendrai pas à ce simple constat. Je veux dire ici que travailler à pacifier la relation qu'entretiennent ces deux concepts (ou courants ou valeurs, comme on voudra) est une tâche politique qui s'impose, si nous voulons réellement résoudre au mieux les très graves conflits sociaux qui attendent le XXI<sup>e</sup> siècle. Ce n'est donc plus une question de définitions mais bien, par dessus tout, de choix de société. Libéralisme & démocratie : frères ennemis ?

Libéralisme et démocratie entendent répondre – chacun à sa manière – au système-monde moderne, c'est-à-dire à l'économie-monde capitaliste fondée sur la priorité accordée au processus d'accumulation incessante du capital. Un tel système est nécessairement inégalitaire – donc générateur d'antagonisme –, aussi bien socialement qu'économiquement. Ce même principe d'accumulation du capital a pourtant, en même temps, un effet profondément égalitaire puisqu'il sape toute position acquise ou héritée au nom d'autres principes – y compris, bien sûr, celui de la filiation. Cette contradiction idéologique entre hiérarchie et égalité, sise aux fondements mêmes du capitalisme, a dès le départ posé problème à tous ceux qui jouissent, au sein du système, de privilèges certains.

Abordons ce problème du point de vue de l'acteur pivot de l'économie-monde capitaliste : l'homme d'affaires – ou le bourgeois. L'homme d'affaires veut accroître son capital. Pour ce faire il use des moyens que lui offre le marché mondial – mais pas seulement. Les hommes d'affaires accomplis dépendent aussi, nécessairement, du soutien des structures étatiques qui les aident à créer – et à conforter – les situations de relatifs monopoles sectoriels, seuls à même d'engendrer des profits substantiels <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> J'ai indiqué la façon dont les hommes d'affaires ont toujours dépendu des États in « States ? Sovereignty ? The Dilemmas of Capitalists in an Age of Transition », in *The End of the World as We Know It : Social Science for the Twenty-first Century*, Mineapolis, Mineapolis UP, 1999. Cf. Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Paris, Armand Colin 1979.

Quand l'homme d'affaires a finalement réuni un capital substantiel, il doit le défendre contre les fluctuations du marché et contre ceux qui voudraient le lui voler, confisquer ou taxer. Ses difficultés ne s'arrêtent pas là, il doit aussi tâcher d'en faire profiter ses héritiers. Ce dernier souci n'est certainement pas d'ordre économique. Il répond à des motivations socio-psychologiques dont les conséquences économiques ne sont pas moins fondamentales. Ce désir de voir le capital passer aux mains des héritiers ne pose pas tant la question de l'impôt (qui peut être considéré comme un moyen de défendre le marché contre l'État) que de la compétence gestionnaire des héritiers (le marché devient alors l'ennemi de l'héritage). Sur le long terme, l'unique moyen de s'assurer que les héritiers, mêmes incompetents, hériteront et conserveront le capital acquis est de remplacer, comme source du revenu, le profit par la rente<sup>2</sup>. Pourtant, si cette solution satisfait à l'exigence socio-psychologique, elle nuit au principe essentiel de légitimation sociale de l'accumulation du capital : la compétence en affaires. D'où un constant dilemme politique.

Considérons à présent, sur ce même sujet, le point de vue des classes laborieuses, c'est-à-dire celles dont les membres ne sont pas en mesure d'accumuler, de façon conséquente, du capital. Le développement des forces productives dans le système capitaliste a largement participé, comme nous le savons, à l'essor de l'industrialisation, de l'urbanisation et à la concentration géographique de la richesse et des emplois à hauts salaires. Nous ne nous soucierons ici ni des causes – ni de l'évolution – de ces phénomènes mais plutôt de leurs conséquences politiques. Avec le temps – et pour le groupe restreint des pays « les plus développés » en particulier –, ils entraînent une reconfiguration globale de l'organisation sociale des États, marquée par l'essor considérable des classes intermédiaires et l'augmentation du

---

<sup>2</sup> J'ai évoqué comment cela s'est produit au cours des siècles in « La Bourgeoisie : concept et réalité du XIe au XXIe siècle », in Étienne Balibar & Immanuel Wallerstein, *Race, Nation, Classe : les identités ambiguës*, La Découverte, 1997, p. 182-206.

nombre d'employés à hauts salaires qui accroissent, par là même, leur influence politique. La conséquence géoculturelle essentielle de la Révolution française et de sa séquelle napoléonienne fut de légitimer les exigences politiques de ces populations, en recourant à l'argument selon lequel la souveraineté nationale résidait désormais dans le « peuple ». Mais, alors que la souveraineté populaire pouvait sembler compatible avec l'égalitarisme présumé d'un processus d'accumulation du capital obéissant aux règles du marché, elle était en parfaite contradiction avec toute tentative d'instituer la rente comme source du revenu.

Les hommes d'affaires ont toujours tenté de faire admettre l'absurde mariage de la légitimation par le marché et de la nécessité socio-psychologique du revenu de la rente. D'où le discours relativement contradictoire des libéraux. C'est pourtant cette tentative d'en imposer au langage qui est à l'origine du rapport ambigu qui lie « libéralisme » et « démocratie » depuis déjà deux siècles. Lorsque ces deux termes devinrent d'usage courant dans le discours politique, le clivage politique fondamental séparait conservateurs et libéraux ; parti de l'Ordre et parti du Mouvement. Les conservateurs se recrutaient parmi les adversaires les plus farouches de la Révolution française quelle qu'en soit la période – girondine, jacobine ou napoléonienne –, alors que les libéraux, eux, la considéraient avec plus ou moins de bienveillance – au moins en ce qui concerne la période girondine, dans laquelle ils croyaient reconnaître quelque chose de l'évolution politique de l'Angleterre et de son parlementarisme. Discrètement exprimée en 1815, après la défaite napoléonienne, cette attitude positive des libéraux vis-à-vis de la Révolution française devait s'exprimer avec plus d'audace les années suivantes. Entre 1815 et 1848, outre conservateurs et libéraux, on observait un autre courant, qualifié parfois de démocrate, plus souvent de républicain, voire de socialiste. Ce courant, cependant, faisait figure de simple minorité à l'aile gauche du Parti libéral, exerçant sur lui une certaine pression, mais considéré, le plus souvent, comme une gêne par le gros des bataillons libéraux. Ce n'est qu'un peu plus tard que ce groupe apparut comme un courant

idéologique, à la fois mature et autonome, sous le non de socialisme. Après 1848, le paysage politique se stabilise et entérine la trinité idéologique qui devait marquer les XIXe et XXe siècles : conservatisme, libéralisme et socialisme (ou radicalisme) – droite, centre et gauche. Je ne redirai pas ici comment et pourquoi le libéralisme parvint, après 1848, à s'imposer au détriment de ses rivaux comme une construction idéologique ; à faire l'objet de l'assez large consensus sur lequel repose, depuis, la géoculture de notre système-monde moderne ; à faire passer conservatisme et socialisme pour de simples avatars. Je ne redirai pas non plus comment il a fallu attendre 1968 pour que le consensus fût remis en question, permettant, de ce fait, au conservatisme et au socialisme d'apparaître à nouveau comme des systèmes idéologiques distincts <sup>3</sup>.

Mieux vaut, pour notre propos, comprendre que, après 1848, il cessa d'être fondamental pour les libéraux de ferrailer contre l'Ancien Régime. À leurs yeux, le danger s'était déplacé vers l'autre extrême du spectre politique : dès lors, comment contrer les revendications démocratiques de plus en plus clairement exprimées. Les révolutions de 1848 firent entrevoir, pour la première fois, la force potentielle d'un mouvement militant de gauche, les débuts d'un vrai mouvement social dans les régions du centre et des mouvements de libération nationale à la périphérie. La brutalité de cette révélation terrorisa les libéraux centristes et, malgré l'essoufflement ou la répression brutale de ces révolutions, les détermina à rabattre l'enthousiasme de ce qu'ils considéraient comme les revendications excessivement radicales et par trop anti-systémiques des classes dangereuses.

Cette stratégie défensive prit finalement trois formes. En premier lieu, les libéraux élaborèrent, au cours du demi-siècle suivant, un programme de « concessions » dont ils pensaient qu'il suffirait, sans pour

---

<sup>3</sup> Voir « La Révolution française, événement de portée mondiale », in *Impenser la science sociale*, Paris, PUF, 1995 ainsi que *L'Après libéralisme*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1999.

autant menacer l'ensemble du système, à satisfaire certaines des revendications et à calmer la situation. Ils abandonnèrent ensuite, assez clairement, leur alliance de fait avec la gauche (élaborée avec une gauche encore faible, entre 1815 et 1848, contre l'adversaire conservateur) pour une coalition politique avec les forces de droite, partout et à chaque fois que la gauche se montrait menaçante. Enfin, ils introduirent dans le débat politique une distinction subtile entre libéralisme et démocratie.

Le programme de concessions (suffrage universel, esquisses d'un État-providence et nationalisme intégrateur raciste) remplit magnifiquement sa mission – surtout en Europe et en Amérique du Nord – et démontra l'aptitude du système capitaliste à surmonter tous les orages, jusqu'aux années 1970. Le second élément de la stratégie, c'est-à-dire la coalition politique avec la droite, s'avéra finalement le plus facile à mettre en place, conservateurs et libéraux ayant tiré sensiblement les mêmes enseignements des événements de 1848. Le « conservatisme éclairé » devint la tendance dominante à droite et, comme avatar du libéralisme, ne posa plus aucun obstacle réel à un type de vie parlementaire qui connaissait, quant au pouvoir formel, un système d'alternance entre partis dont la politique tournait toujours autour du consensus centriste. Sans jamais aller trop loin ni dans un sens ni dans un autre.

C'est, en fait, le troisième volet de cette stratégie, la pratique du discours, qui fit finalement problème. Les libéraux couraient, en ce domaine, deux lièvres à la fois. Ils voulaient, d'une part, dissocier totalement libéralisme et démocratie et, de l'autre, s'approprier la démocratie – ou, plus exactement, le terme « démocratie » – pour en faire un outil d'adhésion. C'est donc sur le discours libéral et sur les problèmes qu'il a posés que je veux à présent centrer mon propos. Le libéralisme, comme on sait, fonde son analyse sur l'individu, dont il fait le sujet fondamental de l'activité sociale. La métaphore libérale veut que le monde soit constitué d'une multitude d'individus autonomes qui seraient, d'une manière ou d'une autre, à un certain moment,

tombés d'accord (c'est le contrat social) dans l'intérêt commun pour établir des liens communautaires. Pour les libéraux, cet accord ne porte que sur des domaines limités. Les raisons de cette dernière précision sont évidentes. Le libéralisme tire ses origines des tentatives répétées de libérer les individus prétendument « compétents » du joug arbitraire des différentes institutions (Église, monarchie, aristocratie et, bien entendu, État), dirigées par des individus prétendument moins compétents. L'idée de contrat social limité fournit donc bien les bases nécessaires à cette « libération » des individus compétents.

On comprend mieux, alors, certains mots d'ordre attribués à la Révolution française, tels que « La carrière ouverte aux talents ». La combinaison des termes « ouverte » et « talents » rend bien l'essentiel du message. Ce discours assez clair glissa malheureusement un peu plus tard vers des propos plus vagues, mais bien plus fluides, tels que « Souveraineté du peuple ». Le problème que pose cette dernière expression réside dans le fait que « le peuple » est un groupe bien plus difficile à cerner que « les hommes de talent ». Ces derniers constituent en effet un groupe quantifiable, défini selon des critères logiques. Il suffit de décider des indicateurs de ce talent – peu importe qu'ils soient raisonnables ou douteux –, qui permettront d'identifier précisément ces individus. À l'inverse, la question de savoir qui compose « le peuple » n'est pas une question de mesure mais de définition collective et publique, c'est-à-dire objet de décision politique assumée comme telle. Bien sûr, si nous acceptions simplement de définir « le peuple » comme l'ensemble de tous les individus, sans exception, le débat serait clos. Mais le mot « peuple », en tant que concept politique, renvoie généralement à un ensemble de droits accordés par l'État et, de ce fait, devient sujet à controverses. Ce qui semble à peu près certain, c'est que presque personne n'était – ou n'est – prêt à accepter que « le peuple » fût constitué par l'ensemble des individus, c'est-à-dire que tout individu dût jouir des pleins droits politiques. L'identité des exclus fait, elle aussi, l'objet d'un assez large consensus : enfants, malades mentaux, criminels, étrangers de passage – toutes exceptions considérées comme plus ou moins naturelles par à peu près tout le

monde. Mais, étendre cette liste aux immigrés, aux non-propriétaires, aux pauvres, aux ignorants ou aux femmes a semblé tout aussi évident à un grand nombre de gens – et en particulier à ceux qui n'étaient pas eux-mêmes immigrés, non-propriétaires, pauvres, ignorants ou femmes. La question de savoir ce qu'on entend par « peuple » reste, encore aujourd'hui – et partout –, une source permanente de controverses politiques.

Au cours des deux derniers siècles, partout à travers le monde, ceux qui n'ont aucun droit, ou seulement moins de droits que les autres, ont constamment frappé à la porte, l'ont parfois secouée ou même enfoncée, en en réclamant toujours plus. Laissez passer ceux-là et d'autres viendront à leur tour, qui exigeront aussi le droit d'entrer. Devant cette évidente vérité politique, on a pu observer des différences d'attitude très marquées, voire des oppositions radicales, entre libéraux et démocrates.

Les libéraux tentèrent de contenir le flot des revendications tandis que les démocrates les encourageaient plutôt. Les uns mettaient en avant l'importance d'une bonne mise en oeuvre des réformes : à mauvaise démarche, mauvais résultats ; les autres, à l'inverse, n'envisageaient que les résultats : à mauvais résultats, mise en oeuvre défailtante. Les libéraux soulignaient l'ampleur de ce qui avait déjà été accompli ; les démocrates ne s'intéressaient qu'à l'avenir et considéraient l'ampleur de ce qui restait à faire. Verre à moitié vide ? à moitié plein ? Peut-être. Mais aussi, sans doute et avant tout, une divergence réelle quant aux objectifs.

Le *mantra* des libéraux est « rationalité ». En cela, ce sont les plus loyaux descendants des Lumières. Ils croient au potentiel rationnel de chacun. Mais cette rationalité n'est pas innée, elle s'acquiert par l'apprentissage, la *Bildung*. Cette formation, cependant, ne produit pas de simples citoyens intelligents doués de vertus civiques. Les libéraux étaient bien conscients que le modèle des assemblées communautaires, hérité de la cité grecque, ne convenait pas aux trop grandes entités

physiques que sont les États modernes, censés légiférer sur un assez large éventail de questions complexes. Les libéraux usent de la métaphore newtonienne selon laquelle les problèmes sont plus faciles à appréhender si on les scinde en problèmes plus petits : différenciation / spécialisation. Il s'ensuit nécessairement que pour remplir au mieux leur rôle de citoyens intelligents doués de vertus civiques les individus ont besoin du conseil des experts pour les guider, pour déterminer les différents choix et pour définir les critères selon lesquels doivent être évaluées les différentes alternatives politiques.

Si la rationalité, pour s'exercer au mieux, nécessite le conseil d'experts, il faut alors produire la culture civique qui incitera à conférer à ces derniers une place de choix dans la société. Le système éducatif moderne, qu'il s'appuie sur les sciences ou les humanités, se donne pour objectif de produire des citoyens élevés dans le respect des experts. Et c'est là l'éternel enjeu de tous les débats sur le suffrage comme sur les autres modes de participation politique : qui sont les experts ? et qui a l'esprit assez convenablement « formaté » pour accepter leur suprématie ? En bref, si tout le monde est *potentiellement* rationnel, tout le monde n'est pas, malheureusement, *réellement* rationnel. Le libéralisme, c'est reconnaître des droits aux individus rationnels et faire en sorte que les individus non rationnels ne soient jamais à même de prendre des décisions sociales cruciales. Si, contraint et forcé, on doit malgré tout accorder des droits formels à la masse des individus non rationnels, il faut bien entendu s'assurer que ces droits formels sont suffisamment circonscrits pour qu'il n'en résulte jamais de catastrophe irrémédiable. C'est d'ailleurs là ce que l'expression « mise en oeuvre (*process*) des réformes » signifie réellement. Un mécanisme qui consiste à freiner aussi longtemps que possible la prise de décision afin que, au bout du compte, ce soit toujours l'opinion des experts qui l'emporte.

C'est toujours « ici et maintenant » que les individus non rationnels sont exclus. Pourtant, on leur promet sans cesse l'intégration future ; quand ils auront appris ; quand ils auront passé les tests avec

succès ; quand, enfin, ils seront devenus aussi rationnels que les *inclus* du moment. La discrimination arbitraire a beau passer pour un blasphème aux yeux des libéraux, ils admettent malgré tout qu'il puisse y avoir des discriminations justifiées.

Le discours libéral exprime donc sa méfiance vis-à-vis de la majorité, vis-à-vis de l'impur et de l'ignorant, vis-à-vis de la masse. Ce discours véhicule, indubitablement, le rêve d'une possible intégration des exclus, intégration contrôlée, bien entendu. Intégration par adhésion aux valeurs et aux systèmes préétablies. Contre la majorité, le libéral défend toujours la minorité mais, ce qu'il défend, ce n'est pas le groupe minoritaire physique mais la minorité symbolique, autrement dit l'individu héroïque, rationnel, seul contre la multitude. Bref, ce que le libéral défend, c'est lui-même.

Cet individu héroïque est à la fois compétent et civilisé – qualités d'ailleurs assez proches l'une de l'autre. Être civilisé, c'est avoir appris à se conformer aux exigences sociales de la cité. En d'autres termes, être à la fois civil et civique ; accepter les termes du contrat social et endosser sans discussions les responsabilités qui en découlent. Si *nous* sommes toujours civilisés, *eux* ne le sont jamais. Ce concept est à la fois universaliste – les valeurs invoquées étant supposées valoir partout – et développementaliste. On ne naît pas civilisé, on le devient. Et cela vaut aussi bien pour les individus que pour les groupes ou les nations. La compétence, elle, est une notion plus instrumentaliste, qui signe l'aptitude à fonctionner en société, en particulier dans le domaine du travail. En rapport avec les notions de métier et de professionnalisme, elle est le produit d'un apprentissage plus formel que celui à l'oeuvre dans l'éducation de l'enfant par l'environnement familial. Quoi qu'il en soit, il est presque définitivement admis qu'il existe une forte corrélation entre les deux concepts et qu'être compétent c'est être aussi civilisé, et vice versa. Une exception à cette règle surprendrait et passerait pour une anomalie, voire pour une provocation. Car le libéralisme est aussi un véritable code de conduite. Que de

tels principes, aussi abstraits soient-ils, soient toujours le produit d'un discours de classe me semble l'évidence même.

Évoquer compétence et civilité c'est, dans tous les cas, faire un tri parmi les individus, les groupes ou les nations. Civilité et compétence sont, par définition, des outils comparatifs qui permettent d'établir une hiérarchie : certains individus le sont plus que d'autres. Ce sont, en même temps, des concepts universels : chacun peut, tôt ou tard et en théorie du moins, devenir compétent et civilisé. D'ailleurs, cet universalisme n'est pas sans rapports avec l'autre aspect fondamental du libéralisme : le paternalisme à l'égard du faible, de l'inculte, de l'incompétent. Le libéralisme se fixe pour mission sociale de faire progresser autrui par l'effort individuel, bien sûr, mais, avant tout, par l'effort collectif de toute la société et de l'État. Il est donc porteur d'une constante exigence de plus d'éducation, plus de *Bildung*, plus de réformes sociales

Le terme même de « libéral » n'évoque-t-il pas, d'ailleurs, outre la position politique que l'on sait, une certaine idée de largesse, le fameux « noblesse oblige ». Les puissants peuvent se permettre d'être libéraux dans leur distribution de valeurs tant matérielles que sociales. On peut observer, à ce propos, qu'il existe un véritable lien entre l'aristocratie et le libéralisme, qui prétend pourtant s'y opposer. En réalité, les libéraux ne s'opposent pas tant au concept d'aristocratie lui-même qu'au fait que les aristocrates puissent jouir d'un statut qu'ils doivent à l'entreprise passée d'un lointain ancêtre ainsi que des titres qui leur octroient des privilèges. En théorie, le libéral est en phase avec le présent. C'est l'accomplissement de l'individu, ici et maintenant, que le libéral respecte – en théorie, toujours. Pour lui, les véritables aristocrates, ceux qui composent l'élite, sont – et doivent être – ceux qui font, au présent, la démonstration de leur compétence. D'où l'usage, au XXe siècle, du terme de « méritocratie » pour désigner la base de légitimation de la hiérarchie sociale.

La méritocratie, à l'inverse de la noblesse, se présente comme un principe égalitaire. Tout individu peut, théoriquement, se confronter aux tests qui déterminent ou accordent le mérite. S'il est vraisemblable qu'on n'hérite pas du mérite, on hérite pourtant des privilèges qui accroissent considérablement les chances que peut avoir un enfant d'acquérir les compétences demandées. C'est pourquoi les résultats ne sont jamais véritablement équitables – c'est d'ailleurs ce dont se plaignent continuellement ceux qui ont échoués aux tests et qui, de ce fait, se voient refuser la position et le statut qui récompensent le succès. Ces plaintes sont relayées aussi bien par les démocrates que par les « minorités » – si on entend par « minorités » tout groupe (quelle que soit son importance numérique) qui s'est toujours vu historiquement relégué au rang de groupe social inférieur, c'est-à-dire au plus bas de l'échelle sociale.

Les « compétents », qui défendent leurs acquis sur la base de règles formelles prétendument universalistes, insistent en conséquence sur le respect de ces règles dans la conduite du débat politique. Ils sont, par nature, inquiets de tout ce qui peut être qualifié d'« extrême » ou considéré comme tel. Mais qu'est-ce qui paraît « extrême » dans la vie politique moderne ? Tout ce que l'on peut mettre sous l'étiquette « populiste ». Le populisme prend le peuple pour référence ultime lorsqu'il s'agit d'évaluer les résultats d'une politique : dans les domaines de la justice, de la répartition sociale des rôles ou des richesses. Le centre libéral a toujours été, dans sa grande majorité, viscéralement hostile au populisme – même si en certaines occasions et en particulier devant la menace du fascisme, il a parfois admis, pour de brèves périodes, la légitimité des manifestations populaires.

Le populisme est, traditionnellement, une pratique de gauche. D'un certain point de vue, la gauche politique était traditionnellement populiste ou tout au moins s'est toujours prétendue populiste. Cette gauche, bien souvent, s'est voulue le porte-parole du peuple, de la majorité, des plus faibles, des exclus. C'est aussi elle qui a tenté, régulièrement, de mobiliser l'opinion populaire pour l'utiliser comme moyen de

pression politique. Et quand, parfois, la pression populaire s'exerçait spontanément, c'est encore cette gauche politique qui s'empressait de la récupérer.

Les démocrates, prenant à contre-pied l'idée libérale selon laquelle une société efficace doit privilégier la compétence, avaient pour priorité l'intégration des exclus .

Il existe aussi un populisme de droite. Mais il présente des caractéristiques spécifiques qui le distinguent nettement du populisme de gauche. Le populisme de droite – puisque de droite – n'est pas réellement un populisme. En effet, ce qui caractérise, idéologiquement la droite c'est qu'elle ne confère au peuple qu'un simple rôle de suiveur. Le populisme de droite pimente, en fait, sa franche hostilité envers les experts de quelques rares soucis sociaux. Mais, toujours, sur fond d'exclusion à grande échelle, c'est-à-dire en limitant les avantages sociaux à un groupe ethniquement déterminé, dont les experts, bien sûr, ne font pas partie. Le populisme de droite n'a donc rien à voir avec la démocratie au sens que nous accordons habituellement à ce terme, c'est-à-dire avec une pratique qui donne la priorité à l'intégration des exclus.

En fait, ce que nous venons de dire de la démocratie s'oppose tout autant au populisme de droite qu'au libéralisme tel que nous l'avons défini. La démocratie suppose, précisément, une certaine suspicion vis-à-vis de l'expertise, vis-à-vis des « compétents », de leur prétendue objectivité, de leur désintéressement, voire de leurs vertus civiques. Les démocrates voyaient dans le discours libéral un masque sous lequel se dissimulait une nouvelle aristocratie (d'autant plus pernicieuse qu'elle invoquait l'idée d'universalisme) qui travaillait toujours, plus ou moins, à la conservation générale des hiérarchies existantes. Libéralisme et démocratie étaient donc en conflit, chacun campant sur des positions profondément divergentes.

Nous le constatons à propos de la fameuse devise de la Révolution française au sujet de laquelle il est couramment allégué que les libéraux privilégient la liberté – individuelle bien sûr – quand les démocrates (ou les socialistes) insistent pour leur part sur l'égalité. C'est là, à mon avis, une manière parfaitement fallacieuse d'expliquer ce qui distingue les deux courants de pensée. Les libéraux ne donnent pas seulement la priorité à la liberté sur l'égalité, ils rejettent l'égalité. Le libéralisme, qui préconise une pratique rationnelle de gouvernement fondée sur le discernement éclairé des plus compétents, voit dans l'égalité un concept niveleur, anti-intellectuel et, nécessairement, extrémiste.

Il serait faux de penser que les démocrates rejettent pareillement la notion de liberté. Loin de là ! En fait, les démocrates ont toujours refusé de faire une distinction entre les deux. Ils soutiennent, habituellement, qu'il ne peut y avoir de liberté hors d'un système fondé sur l'égalité puisque deux individus non égaux n'ont pas une égale opportunité de prendre part aux décisions collectives. Par ailleurs, l'existence d'individus non-libres contrevient au principe d'égalité puisqu'elle implique l'existence d'une hiérarchie politique qui se traduit inévitablement par une forme ou une autre d'inégalité sociale. Ce même et unique processus qui unit les deux concepts a récemment reçu le nom d'égaliberté (ou égaliberté) <sup>4</sup>.

Cependant, rares sont les responsables qui s'autoproclament de gauche à oser faire de l'égaliberté le moteur de la mobilisation populaire. Victimes qu'ils sont, en fait, de cette même peur qui pousse les libéraux à insister sur l'importance de la mise en oeuvre des réformes et de la compétence de ceux qui s'en chargent. Peur de voir le peuple, devenu autonome, agir de manière irrationnelle – entendez se laisser aller au fascisme et au racisme. Quoi qu'il en soit – et quelle que soit

---

<sup>4</sup> Cf. la théorisation de l'égaliberté, in « Trois concepts de la politique : émancipation, transformation, civilité » (*La Crainte des masses*, Paris : Galilée, 1997).

la position théorique des partis de gauche –, la revendication démocratique du peuple est une constante historique. D'ailleurs, l'histoire nous apprend aussi que les partis de gauche qui ont reculé devant l'égaliberté ont connu une forte érosion de leur base populaire qui les juge désormais plus « libéraux » que « démocrates ».

Le conflit entre libéralisme et démocratie n'est pas un problème purement théorique. Il nous met constamment devant un certain nombre de dilemmes et d'alternatives politiques. Le système-monde a pâti sévèrement de ce conflit entre les deux guerres mondiales, avec la montée du fascisme dans de nombreux pays. Souvenons-nous des hésitations et de l'indécision qui furent la marque des politiques – du centre comme de gauche – durant cette période. Ces tensions renaissent dans les années 1990 avec la montée d'un racisme ravageur dissimulé sous le masque du nationalisme et les tentatives d'élaborer, en Occident, de nouvelles politiques d'exclusion sur la base d'une rhétorique anti-immigrés et anti-marginaux.

Au même moment, on a pu assister – une fois passée l'ère soixante-huitarde – à l'essor d'un phénomène bien différent : la montée en puissance des exclus qui, exprimant leurs exigences politiques en termes de droits des minorités, sont à l'origine du fameux « multiculturalisme ». Né aux États-Unis, ce phénomène s'est à présent étendu à la plupart des autres nations aux déjà vieilles prétentions libérales tout en étant souvent identifié à la lutte contre ce que les Français appellent la lepénisation de la société. Ce sont pourtant là deux phénomènes très différents.

Les relations de nos frères ennemis sont donc, de nouveau, aujourd'hui, au coeur du débat sur les stratégies politiques. Et je ne pense pas que nous puissions faire de grands progrès à ce sujet si nous ne tournons pas définitivement le dos à la rhétorique habituelle.

Prenons quelques faits bien actuels. Quatre éléments fondamentaux, me semble-t-il, caractérisent l'après-1989. Fondamentaux, puis-

qu'ils servent de paramètres obligés à toute prise de décision politique. Signalons, en premier lieu, la profonde désillusion, ressentie partout à

travers le monde, vis-à-vis de la gauche classique historique, c'est-à-dire selon moi, non seulement vis-à-vis des partis communistes mais aussi des partis sociaux-démocrates et des mouvements de libération nationale. Le second élément est l'offensive massive, parfois qualifiée de « néolibérale », menée simultanément contre l'État-providence et contre les contraintes imposées aux mouvements du capital et des marchandises <sup>5</sup>. La persistance du phénomène de polarisation sociale, démographique et économique du système-monde constitue une autre de ces réalités incontournables – que l'offensive néolibérale, d'ailleurs, ne peut que continuer à alimenter. Enfin, dernier aspect fondamental de la situation : malgré tout cela – ou à cause de tout cela – la revendication démocratique (et non la revendication libérale) est plus pressante aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été dans toute l'histoire du système-monde moderne.

La désillusion vis-à-vis de la gauche classique résulte avant tout, à mon avis, du fait qu'elle a, progressivement, abandonné le combat démocratique pour promouvoir, en fait, une politique libérale en plaçant au cœur de ses programmes l'individu compétent. Évidemment, ces partis désignaient, du moins en théorie, les individus compétents sur des critères quelque peu différents de ceux des partis centristes. Dans la pratique, cependant, il n'est pas évident que les individus ainsi désignés aient été issus de milieux sociaux très différents de ceux que le discours libéral favorisait. De toute façon, les changements s'avèrent si insatisfaisants aux yeux de la base populaire de ces partis de gauche que celle-ci finit par les abandonner <sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> On trouve une présentation du cadre historico-politique de ces désillusions in Michel Barrillon, *infra*, p. 43 & *D'un mensonge « déconcertant » à l'autre*, Agone Éditeur, 1999. (Ndlr.)

<sup>6</sup> J'ai développé ce sujet en détail dans *L'Après libéralisme* (*op. cit.*, en particulier chap. 3 et 4). Voir aussi « Marx, Marxism-Leninism, and Socialist Experiences in the Modern World-System », in *Geopolitics and Geoculture*

Cette profonde désillusion populaire vis-à-vis de la gauche classique a rendu possible l'offensive néolibérale qui use, à propos de la mondialisation, d'une rhétorique parfaitement fallacieuse puisque, en fait, la situation économique actuelle n'est en rien nouvelle. À l'évidence la pression qui pèse sur les entreprises capitalistes quant à leur nécessaire compétitivité sur le marché mondial n'est pas nouvelle. C'est pourtant en prétextant cette nouveauté prétendue qu'on tente de justifier l'abandon de cette concession libérale historique qu'est l'État-providence. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le néolibéralisme ne peut pas être raisonnablement tenu pour le nouveau visage du libéralisme. S'il en a adopté le nom, ce n'est en réalité qu'une version du conservatisme, lui-même bien différent du libéralisme. Le libéralisme historique n'a pas survécu à l'effondrement de la gauche classique qui, loin d'être son ennemi mortel, était son alibi social le plus efficace dans la mesure où elle a longtemps joué le rôle crucial de barrage contre la pression démocratique des classes dangereuses en nourrissant l'espoir (et l'illusion) d'un inéluctable progrès. Bien sûr, la gauche classique prétendait que ce progrès ne pourrait s'accomplir qu'à travers elle mais, dans les faits, cette prétention, prenait la forme de pratiques politiques qui n'étaient après tout, que de simples variantes du credo libéral des petits pas.

Finalement, ce qui a porté le coup fatal à la gauche classique, c'est son inaptitude à endiguer le phénomène de polarisation du système-monde, en particulier au niveau mondial. L'offensive néolibérale a profité de cet échec et se présente comme un moyen d'y parvenir. Prétention effarante lorsqu'on sait qu'elle a, en fait, extraordinairement accéléré cette polarisation sociale, économique et démographique du système-monde. Pire encore, elle a concrètement relancé le processus de polarisation interne dans les États les plus riches. Un processus que

---

(Cambridge University Press, 1991) et « Social Science and the Communist Interlude, or Interpretations of Contemporary History », in *The End of the World...*, *op. cit.*

l'État-providence avait su contenir assez longtemps, en particulier entre 1945 et 1970. Conséquence de cette polarisation accrue : l'immigration, elle aussi accrue, du Sud (y compris celle du fameux « Est » de la guerre froide) vers le Nord – cela malgré des législations toujours plus strictes et la multiplication des obstacles administratifs à l'immigration légale.

Plus significatif encore, peut-être, l'attachement au principe démocratique est aujourd'hui plus grand que jamais – probablement plutôt en raison de ces problèmes que malgré eux. Cet attachement peut se déduire de trois revendications spécifiques qui s'expriment partout à travers le monde : pour plus de services dans les domaines de l'éducation et de la santé et pour un relèvement des revenus salariaux. D'ailleurs, le seuil minimum tolérable s'est toujours élevé, jamais abaissé. Toutes ces revendications entrent, bien sûr, en conflit direct avec le programme de démantèlement des systèmes sociaux, et accroissent, en conséquence, la probabilité de voir éclater des conflits sociaux aigus sous la forme de mobilisations plus ou moins spontanées des travailleurs (comme c'est arrivé en France en 1995, par exemple) ou, plus violemment, sous forme d'insurrections populaires (comme en Albanie quand les revenus ont brutalement chuté à cause du « jeu pyramidal »).

Quoi qu'il en soit, de 1848 à 1968, nous avons vécu dans une géoculture fondée sur le consensus libéral. Les libéraux purent donc s'approprier le terme de « démocratie » et saper l'influence de leurs contradicteurs. Nous sommes désormais dans le monde de Yeats : « Le centre s'effondre ». L'avenir qui nous attend est clairement polarisé : soit l'égaliberté, soit ni liberté ni égalité ; soit une véritable volonté d'intégration pour tous, soit le repli sur un monde profondément divisé, dans une sorte d'« apartheid mondial » <sup>7</sup>. La domination du libéra-

---

<sup>7</sup> On trouve une analyse du concept et de la situation *in* Myron J. Franckman, « Le revenu universel. Un antidote à l'apartheid global », *Agone*, 21, 1999, « Utopies économiques ». (Ndlr.)

lisme entre 1848 et 1968 a mis les démocrates devant ce dilemme : accepter globalement les présupposés de la pensée libérale ou être condamnés à l'inanité politique. C'est finalement la première solution qui l'a emporté, déterminant la trajectoire future de la gauche classique. Mais, aujourd'hui, c'est à ce qui reste des libéraux de choisir : soit accepter largement les présupposés de l'idée démocratique, soit être condamnés à l'inanité politique. Il suffit pour s'en persuader de suivre attentivement les deux grands débats contemporains qui opposent libéraux et démocrates : le multiculturalisme et la lepénisation.

De quoi s'agit-il quant au débat sur le multiculturalisme ? Les groupes qui ont été tout particulièrement exclus (tant au niveau national qu'au niveau mondial) de la pratique politique, de la redistribution économique ou de la reconnaissance sociale et de la légitimité culturelle – femmes et personnes de couleurs en tout premier lieu, certes, mais aussi bien d'autres groupes – expriment désormais des critiques de trois façons différentes : (1) après avoir établi un bilan historique, ils le jugent catastrophique ; (2) après avoir pris connaissance des faits reconnus dignes d'être étudiés et méritant l'attention, ainsi que des prétendus « sujets d'histoire », ils constatent que les choix opérés jusqu'à maintenant sont éminemment partiels ; (3) ils mettent en doute les critères d'objectivité qui président à l'étude de ces faits et les soupçonnent même de constituer une sorte de baromètre trompeur qui génère lui-même les résultats constatés.

Les libéraux considèrent ces critiques et ces revendications comme une demande de quotas qui, à la longue, ne peuvent que générer une médiocrité généralisée et de nouvelles hiérarchies. Ils affirment aussi que l'importance historique de certains faits et l'intérêt qu'on leur accorde ne sont pas décrétés mais déduits de critères objectifs ; que relativiser ces critères mènerait sur la pente glissante de la subjectivité totale et, conséquemment, de l'irrationalité sociale la plus complète. S'il s'agit là d'arguments bien faibles, ils n'en soulignent pas moins les problèmes réels que pose le multiculturalisme dans son expression la plus vague ou la moins réfléchie.

Le problème de la revendication multiculturaliste, c'est qu'elle ne se fixe aucune limite. En premier lieu, le nombre de groupes lui-même n'est pas bien défini et, en effet, ils sont innombrables. Par ailleurs, elle produit d'inévitables disputes quant à la hiérarchie des injustices de l'histoire. Ensuite, même si des « rattrapages » sont entrepris au cours d'une génération, rien n'assure qu'ils seront pérennisés la génération suivante. Doit-on, alors, prévoir un échancier pour ces réajustements ? Enfin, il n'est pas garanti que l'allocation multiculturelle soit finalement vraiment égalitaire puisqu'elle peut, en fait, conduire à l'invention de nouveaux critères d'appartenance au groupe des personnes considérées comme compétentes, avec attribution de privilèges associés. Bien entendu, il est difficile de ne pas voir à quel point ces arguments anti-multiculturalistes sont profondément intéressés dans un monde aussi intrinsèquement inégalitaire que le nôtre. Malgré la poudre aux yeux et les cris d'orfraies que poussent les contempteurs du politiquement correct, nous sommes bien loin de vivre dans un monde d'ores et déjà acquis aux principes multiculturels. Nous commençons à peine à réparer – et si peu ! – les injustices historiques. Les Noirs, les femmes et bien d'autres restent, en gros, du mauvais côté de la barrière, malgré les quelques améliorations marginales apportées, ici ou là, à leur condition. Il est évidemment prématuré d'exiger un retour de balancier.

Il est donc absolument nécessaire de commencer à nous pencher sérieusement sur la manière dont nous pourrions élaborer des structures et mettre en oeuvre des processus qui nous conduiraient, à coup sûr, dans la bonne direction – en évitant l'impasse que les libéraux redoutent, non sans raison, si nous nous lançons dans une telle entreprise. L'heure est assurément venue pour les libéraux, espèce en voie de disparition mais néanmoins dotée d'une solide tradition intellectuelle, d'user de leur intelligence et de se conduire en coéquipiers plutôt que de blâmer, voire de dénoncer les autres à partir du banc de touche. Par exemple, n'aurait-il pas mieux valu, de la part de quelqu'un comme Alan Sokal, de mener un débat constructif avec ceux

qui traitent de vraies questions quant à la structure des connaissances plutôt que de montrer du doigt quelques excès stupides ? Ce faisant, n'a-t-il pas plus nuit à la discussion sur les problèmes de fond qu'il n'y a apporté de lumières <sup>8</sup> ?

Il ne faut jamais perdre de vue le vrai problème : l'exclusion. Ce problème n'a en aucun cas trouvé sa solution dans le prétendu progrès du système-monde. Au contraire, il est aujourd'hui plus sensible que jamais. Et les véritables démocrates sont ceux qui en font une priorité. Si l'intégration est difficile, l'exclusion est immorale. Les libéraux qui souhaitent une société efficace et l'avènement d'un monde rationnel doivent garder en mémoire la distinction établie par Max Weber entre la rationalité formelle et la rationalité matérielle. La rationalité formelle consiste à résoudre les problèmes sans y consacrer un supplément d'âme. Elle est donc au bout du compte autodestructrice. La rationalité matérielle, extraordinairement difficile à définir, est à la merci d'interprétations arbitraires, mais c'est, au bout du compte, exactement de cela qu'il s'agit quand on parle de société meilleure.

Le multiculturalisme restera un sujet d'actualité aussi longtemps que nous vivons dans une société inégalitaire, c'est-à-dire tant que nous vivons dans une économie-monde capitaliste. Si je crois que ce système résistera moins longtemps que bien d'autres qui l'ont précédé, il faudra cependant attendre encore une cinquantaine d'années avant qu'il ne s'effondre définitivement <sup>9</sup>.

---

<sup>8</sup> En référence à l'« Affaire Sokal ». Voir l'ouvrage d'Alan Sokal & Jean Bricmont, *Imposture scientifique*, Jacqueline Chambon, 1999 (réédition en poche). La part politique de l'« Affaire Sokal » est traitée par Noam Chomsky in « Le vrai visage de la critique post-moderne », *Agone*, 18-19, 1998, « Neutralité & engagement du savoir ». Voir également Jacques Bouveresse, *Ce qu'ils appellent penser*, Raisons d'agir, 1999. (Ndlr.)

<sup>9</sup> Pour une argumentation détaillée, voir les chap. 7 & 8 de *The Age of Transition : Trajectory of the World-System, 1945-2025*, Hopkins et Wallerstein (éd.), Londres : Zed Press, 1996.

L'objectif de ces cinquante années à venir doit être de désigner le type de système historique que nous voulons voir remplacer l'ancien. Et c'est là que le problème de la lepénisation se pose. En effet, un monde dans lequel racisme et exclusion occupent de plus en plus de place et pèsent sur l'ensemble du débat politique pourrait bien finir par accoucher d'une société encore pire, à nos yeux, que celle que nous connaissons – si, du moins, on tient à l'idée d'égaliberté. Prenons, par exemple, l'exemple très concret du Front national français. Nous avons là un mouvement qui se positionne à la fois contre la compétence et contre l'intégration et donc, simultanément, contre les libéraux et contre les démocrates. Que faire avec ce parti ? Sa force émane de cette angoisse diffuse que ressentent certains individus – quelle que soit leur classe sociale – lorsqu'il s'agit de leur sécurité personnelle, aussi bien physique que matérielle. Angoisse souvent fondée. Le FN – comme tous les autres mouvements de ce type – offre trois réponses à cette angoisse : la promesse d'une sécurité individuelle restaurée au travers de l'instauration d'un État plus répressif ; la promesse d'une sécurité matérielle accrue à travers un très vague programme politique combinant à la fois néolibéralisme et État-providence ; enfin, et par dessus tout, un bouc émissaire facilement identifiable qui rendrait compte de toutes les difficultés que rencontrent les individus. Dans le cas du FN, ce bouc émissaire est, en premier lieu, la communauté « immigrée », terme qui qualifie tous ceux qui ne sont pas originaires de l'Europe de l'Ouest (autrement dit les « non-blancs »). N'oublions pas l'inévitable litanie sur le rôle éternel de la femme. La seconde victime expiatoire du FN – soigneusement évoquée de temps en temps mais pas trop ouvertement afin d'éviter les lois antiracistes –, est le juif riche et cultivé, intellectuel cosmopolite. Bien entendu, l'actuelle élite politique n'échappe pas à la dénonciation. Bref, les boucs émissaires désignés sont les compétents *et* les exclus.

La réponse à la menace FN fut trop longtemps bien timide. Les conservateurs imaginaient récupérer les électeurs du FN en adoptant une version édulcorée du thème anti-intégrationiste. Les libéraux cen-

tristes, qu'ils soient RPR, UDF ou socialistes, avaient dans un premier temps pensé pouvoir ignorer le FN dans l'espoir qu'il finirait d'une manière ou d'une autre par disparaître si on n'en parlait pas. La mobilisation anti-exclusion fut laissée aux mains d'une poignée d'organisations (telles SOS Racisme) et de quelques intellectuels ainsi, bien sûr, qu'aux membres des communautés menacées. Lorsque, en 1997, le FN remporta pour la première fois, à Vitrolles, une élection locale, un vent de panique se mit à souffler et on assista à une mobilisation nationale. Le gouvernement, pris entre les vrais conservateurs et les centristes libéraux, retira de son projet de loi anti-immigrés une clause particulièrement provocante, mais en conserva tout le reste. Preuve que la politique de récupération de l'électorat lepéniste l'avait largement emporté.

Quelle a été, en l'occurrence, la position des démocrates français ? À première vue, cette position défendait le droit à l'intégration de toute personne vivant déjà sur le sol français en lui accordant des droits et en s'opposant à une législation trop répressive en ce domaine. Mais le véritable contenu du message démocrate était que tout cela ne s'appliquerait qu'à ceux qui vivent déjà en France et aux réfugiés politiques dûment certifiés par l'État. Personne n'osa suggérer l'abandon de toute surveillance aux frontières à l'exemple de ce qui se passe entre la plupart des pays du Nord et comme cela se pratiquait, historiquement, à l'échelle du monde, avant le XIXe siècle. La raison de cette timidité tient tout entière dans la crainte éprouvée par les démocrates français qu'une telle mesure ne renforce l'influence du FN sur la classe ouvrière.

Si je développe cet exemple extrême, c'est précisément parce qu'il éclaire parfaitement le problème. Si la lutte contre l'exclusion constitue le véritable défi, pourquoi devrait-elle rester confinée à l'intérieur des frontières nationales et non s'étendre à l'échelle du monde ? Si la question est celle de la compétence, pourquoi celle-ci devrait-elle être définie dans le cadre national et non à l'échelon mondial ? Maintenant, si nous considérons le point de vue conservateur – dissimulé

sous l'étiquette néolibérale – sur les vertus de la dérégulation, pourquoi les mouvements des individus ne pourraient-ils pas faire, eux aussi, l'objet de cette dérégulation ? Ni en France, ni ailleurs, le racisme et l'exclusion ne pourront être endigués si ces questions ne sont pas clairement posées et courageusement affrontées.

Revenons à présent aux relations qu'entretiennent libéraux et démocrates. Les premiers, comme on l'a vu, mettent en avant la défense de la compétence. Les autres, l'urgente priorité du combat contre l'exclusion. On souhaiterait pouvoir dire : pourquoi pas les deux à la fois ? Parce qu'il n'est pas facile de mener les deux objectifs de front. La compétence, par définition, sous-entend l'exclusion. Car s'il y a compétence, il y a incompetence. L'intégration impose que chacun ait le même poids dans la vie collective. Au niveau gouvernemental comme dans la prise de décision politique, les deux objectifs entrent, presque toujours, en conflit. C'est alors que les frères deviennent ennemis.

Les libéraux ont connu leurs heures de gloire. Nous sommes à présent menacés par le retour de ceux qui refusent à la fois compétence et intégration. Bref, le retour du pire. Si nous voulons vraiment résister à leur ascension et élaborer un nouveau système historique, nous ne pourrons le faire que sur la base de l'intégration. Le temps est venu pour les libéraux de s'en remettre aux démocrates. S'ils le font, ils peuvent continuer à jouer un rôle salubre. Ils peuvent continuer de prévenir les démocrates contre les majorités stupides et hâtivement constituées, mais ils ne peuvent le faire que s'ils admettent d'abord le caractère fondamental du principe majoritaire dans la prise de décision collective. Les libéraux peuvent aussi, bien entendu, continuer d'exiger qu'on retire du champ des décisions collectives tout ce qu'ils considèrent comme faisant partie du domaine exclusif de la décision individuelle – et il en est un très grand nombre. Ce type de po-

sition libertarienne <sup>10</sup> pourrait même s'avérer salubre dans le cadre d'un système- monde démocratique. Car en donnant la priorité à l'intégration sur la compétence, nous ne considérons que l'arène politique. Loin de nous l'idée que la compétence n'a pas sa place sur les lieux de travail où dans le monde de la connaissance.

On connaît la vieille histoire au sujet des relations qu'entretiennent riches et intellectuels. Le riche dit à l'intellectuel : « Si vous êtes si intelligent pourquoi n'êtes-vous pas riche ? » Réponse de l'intellectuel : « Si vous êtes si riche, pourquoi n'êtes vous pas intelligent ? » Permettez-moi une petite adaptation de cette histoire. Le libéral dit au démocrate : « Si vous représentez la majorité, pourquoi ne gouvernez-vous pas de façon compétente ? » Réponse du démocrate : « Vous qui êtes si compétent, pourquoi n'êtes-vous jamais majoritaire ? »

IMMANUEL WALLERSTEIN

Traduit de l'anglais par Frédéric Cotton

Ce texte est traduit de « Liberalism and Democracy : *Frères Ennemis ?* », in *Fourth Daalder Lecture*, Rijksuniversiteit Leiden, Interfacultaire Vakgroep.

Fin du texte

---

<sup>10</sup> Sont rassemblés sous ce terme tant les anarchistes traditionnels que les anarcho-capitalistes, qui dénie tout légitimité à l'État. (NdlR.)